

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 AVRIL 1919.

Projet de Loi concernant l'Œuvre Nationale des Invalides de la Guerre (1)

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. PIRARD.

MESSIEURS,

Le projet de loi dont la Chambre est saisie par MM. les Ministres de la Défense Nationale et des Affaires Économiques tend à garantir l'existence et à favoriser le développement des institutions fondées dans le but de faciliter aux Invalides de la guerre la récupération de leurs aptitudes ouvrières, leur rééducation professionnelle, l'apprentissage d'un métier ou d'une profession et éventuellement de leur procurer du travail.

Mais que devons-nous entendre par Invalides de la guerre? Les auteurs du projet estiment qu'il y a lieu de donner à ces termes une très large extension. A la vérité, comme le dit l'exposé des motifs du projet de loi relatif à l'Œuvre des Orphelins de la Guerre, exposé qui traite également la question des invalides, la considération des soldats invalides doit être ici prépondérante. Mais cela ne signifie pas, hâtons-nous de le dire, qu'il doive y avoir des degrés dans la sollicitude que le Gouvernement témoignera aux invalides suivant l'origine de leurs mutilations ou de leurs infirmités. On ne distinguera pas entre eux suivant que leur inaptitude au travail résultera de blessures reçues ou d'infirmités contractées soit sur les champs de bataille, soit dans les geôles d'Allemagne, soit même en Belgique occupée, par suite des mauvais traitements leur infligés par l'ennemi.

On réputera, en effet, Invalides de la guerre « toutes les personnes qui, civiles ou militaires, sont atteintes d'une incapacité de travail totale ou par-

(1) Projet de loi, n° 10.

(2) La Commission, présidée par M. Helleputte, était composée de MM. Bologne, Briart, De Wouters d'Oplinter, du Bus de Warnaffe, Goblet, Persoons, Pirard.

tielle, permanente ou temporaire, résultant de blessures, maladies ou infirmités occasionnées ou aggravées par des faits de guerre ».

Ce point précisé, quel sera le rôle de l'Œuvre Nationale des Invalides de la Guerre? Coordonner tous les efforts faits jusqu'à présent pour restituer à ces invalides, dans la plus large mesure possible, leurs aptitudes professionnelles et les réadapter à la vie normale.

Nous disons « coordonner tous les efforts faits jusqu'à ce jour ». De notables initiatives, en effet, ont été prises à cette fin, au cours de la guerre. On doit au Gouvernement la création, en France, des instituts de Sainte-Adresse et de Port-Villez. En Belgique occupée, le Comité National, s'inspirant de la même préoccupation a fondé l'œuvre dénommée Aide et Apprentissage aux Invalides de la Guerre, à laquelle se rattache l'école de Woluwe-Saint-Pierre. En Hollande même, un comité belge, encouragé par le Gouvernement, a créé, dans le même but, le Phalaustère de Katwijk-sur-Mer.

Il importait d'unifier l'action de ces œuvres éparses, d'orienter leur activité dans le même sens, de leur fournir des directives communes, en les plaçant sous la tutelle d'un organisme central. C'est à ce besoin que répond la constitution de l'Œuvre.

L'article 2 du projet nous annonce que son organisation et son fonctionnement seront réglés par un arrêté royal. Il a paru nécessaire à la Commission de connaître d'avance cet arrêté, au moins dans son économie générale. A notre demande, M. le Ministre des Affaires Économiques nous en a communiqué les dispositions essentielles. Estimant qu'il n'est pas sans intérêt pour la Chambre d'en prendre connaissance, nous croyons utile de les exposer sommairement :

L'Œuvre serait placée sous la haute direction d'un conseil d'administration dont les membres seraient, pour la première fois, nommés par le Roi et choisis, de préférence, parmi les personnes qui, jusqu'à présent, se sont occupées de l'administration d'établissements répondant au but poursuivi. Les mandats seraient temporaires et, pour le renouvellement d'une partie de ceux-ci, on aurait probablement recours au système de la cooptation.

Des sections provinciales de l'Œuvre seraient établies, dont les membres seraient, pour la première fois, nommés par le conseil d'administration.

Il appartiendrait à ce conseil de fixer ses rapports avec les institutions publiques ou privées de rééducation fonctionnelle et professionnelle, de veiller au placement des protégés de l'Œuvre et à l'application de toutes les mesures jugées utiles pour la réalisation de son programme.

Les comités provinciaux veilleront, de leur côté, dans les localités de leurs ressorts respectifs, à l'observation des instructions émanées du conseil d'administration. Ils statueront sur les questions d'ordre courant qui leur seraient soumises par les organismes placés sous leur direction, veilleraient à l'emploi des fonds, etc.

Ces conseils provinciaux ou régionaux seraient en rapports avec les protégés de l'Œuvre par l'intermédiaire des conseils locaux qu'il sera également nécessaire de constituer.

Telles sont les grandes lignes de l'arrêté royal en projet.

On le voit par ce bref exposé, l'organisme qu'il s'agit de créer en faveur des Invalides de la guerre serait régi par les mêmes principes, *mutatis mutandis*, que celui qui est fondé en faveur des veuves et des orphelins.

Mais pour lui permettre de remplir efficacement sa mission, il était nécessaire de lui conférer la personnification civile. C'est là l'un des objets principaux du projet de loi.

Il ne pouvait cependant être question d'investir l'OEuvre d'une capacité juridique illimitée. Le projet restreint cette capacité dans les limites de la mission légale de l'institution. Et notamment la capacité d'acquérir des immeubles n'est accordée à l'OEuvre que pour autant qu'elle les utilise directement pour ses services administratifs, l'hospitalisation ou la rééducation de ses protégés et non à la seule fin d'en tirer des revenus.

D'autre part, les libéralités, donations ou legs, faites à l'OEuvre ne produiront d'effet qu'autant qu'elles seront, conformément au prescrit de l'article 910 du Code civil, autorisées par arrêté royal. Si ces libéralités comprennent des immeubles, l'arrêté fixera le délai endéans lequel ils devront être aliénés.

Il va de soi que l'Etat subsidierait annuellement l'OEuvre dans les limites des crédits inscrits à cette fin au budget.

C'est à l'unanimité de ses membres que la Commission vous propose, Messieurs, d'adopter le projet dans les termes où il nous est présenté par le Gouvernement.

Le Rapporteur,

L. PIRARD.

Le Président,

G. HELLEPUTTE.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 APRIL 1919.

Wetsontwerp betreffende het Nationaal Werk voor de Oorlogsinvaliden (1)

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER PIRARD.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp, aan de Kamer voorgelegd door de Ministers van Oorlog en van Economische Zaken, heeft ten doel, het bestaan te waarborgen en de ontwikkeling te bevorderen van de instellingen, tot stand gebracht ten einde de Oorlogsinvaliden hunne geschiktheid tot werken terug te doen verkrijgen, hunne vakkundige heropleiding, het aanleeren van eenen stiel of van een beroep te vergemakkelijken en, bij voorkomend geval, hun arbeid te bezorgen.

Wat moeten wij echter onder Oorlogsinvaliden verstaan? De stellers van het ontwerp meenen dat die benaming zeer ruim moet opgevat worden: Werkelijk, zooals het gezegd wordt in de Memorie van Toelichting van het ontwerp betreffende het Werk der Oorlogsweezen, Memorie, waarin ook gehandeld wordt over de vraag der invaliden, moeten we vooral het oog hebben op de invalide soldaten. Doch wij voegen er dadelijk bij, dat zulks niet beduidt dat er graden dienen te bestaan in de bezorgdheid die de Regeering den invaliden moet betoonen volgens den oorsprong van hunne verminking of van hunne lichaamsgebreken. Men maakt onder hen geen onderscheid, naarvolgens hunne ongeschiktheid tot werken voortvloeit uit wonden bekomen of uit ziekten opgedaan hetzij op de slagvelden, hetzij in

(1) Wetsontwerp, n^o 10.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer HELLEPUTTE, bestond uit de heeren BOLOGNE, BRIART, DE WOUTERS D'OPLINTER, DU BUS DE WARNAFFE, GOBLET, PERSOONS, PIRARD.

de gevangenen in Duitschland, hetzij zelfs in het bezette België ten gevolge van de slechte behandeling door den vijand.

Men zal inderdaad als Oorlogsinvaliden aanzien « alle personen, burgers of militairen, geheel of gedeeltelijk, voor immer of tijdelijk ongeschikt tot werken zijn geworden ten gevolge van verwondingen, ziekten of lichaamsgebreken veroorzaakt of verergerd door oorlogsfeiten ».

Nu dit punt nader bepaald is, welke zal de rol zijn van het Nationaal Werk voor Oorlogsinvaliden ?

Alle tot dusver gedane pogingen samenordenen om, in de ruimst mogelijke maat, aan die invaliden hunne beroepsbekwaamheid weer te schenken en ze voor het normaal leven opnieuw geschikt maken.

Wij zeggen « alle tot dusver gedane pogingen samenordenen ». In den loop van den oorlog werd er inderdaad met dat doel veel edel werk verricht. Aan de Regeering heeft men te danken de oprichting, in Frankrijk, van de gestichten te S^m-Adresse en te Port-Villez.

In bezet België legde het Nationaal Comité dezelfde bezorgdheid aan den dag en stichtte het Werk genaamd : « Hulp en Vakopleiding voor de Oorlogsinvaliden », waartoe de school van Sint-Pieters-Woluwe behoort. In Nederland zelfs heeft een Belgisch Comité, door de Regeering aangevraagd, met hetzelfde doel het Phalansterion te Katwijk-aan-Zee tot stand gebracht.

Het kwam er op aan, eenheid van werking te brengen in die verspreide instellingen, hare werkzaamheid in denzelfden zin te richten, haar gemeenschappelijke leidsregelen te geven, door ze onder de leiding van eene hoofdinstelling te plaatsen. Aan die behoefte beantwoordt het tot stand brengen van het Werk.

Artikel 2 van het ontwerp kondigt ons aan, dat de inrichting en de werking er van bij koninklijk besluit zullen geregeld worden. De Commissie achtte het noodig, bij voorbaat dat besluit, ten minste den algemeenen samenhang er van, te kennen. Op ons verzoek deelde de Minister van Economische Zaken er ons de hoofdbepalingen van mede. Wij meenen dat het voor de Kamer niet zonder belang is, er kennis van te nemen en achten het dus nuttig, ze hier bondig bekend te maken.

Het Werk zou geplaatst worden onder de hooge leiding van een beheerraad, waarvan de leden, voor de eerste maal door den Koning zouden benoemd worden bij voorkeur onder personen, die zich tot dusver bezighouden hebben met het bestuur van instellingen, welke aan het beoogde doel beantwoorden. De mandaten zouden tijdelijk zijn en, voor de vernieuwing van een deel dezer, zou men waarschijnlijk zijn toevlucht nemen tot het stelsel van verkiezing door de overige leden.

Provinciale afdelingen van het Werk zouden opgericht worden ; de leden daarvan zouden voor de eerste maal, door den beheerraad benoemd worden.

Deze raad zou tot taak hebben, zijne betrekkingen te bepalen met de openbare en private instellingen voor heropleiding tot ambts- en beroepsbekwaamheid ; te zorgen voor de plaatsing der door het Werk beschermden en voor de toepassing van alle maatregelen, tot de uitvoering van zijn programma nuttig geoordeeld.

Hunnerzijds, zullen de provinciale comiteiten, in de plaatsen van hun onderscheidenlijk gebied, zorgen voor de naleving der onderrichtingen, die van den beheerraad uitgaan. Zij zullen beslissen over de loopende zaken, die hun door de onder hun beheer staande inrichtingen onderworpen worden. Zij zullen zorgen voor het gebruik der gelden, enz.

Die provinciale of gewestelijke raden zouden in betrekking zijn met de door het Werk beschermden door bemiddeling van plaatselijke raden, die men eveneens zal moeten oprichten.

Dat zijn de hoofdbepalingen van het ontworpen koninklijk besluit.

Uit deze korte uiteenzetting blijkt dat de instelling, die ten bate van de Oorlogsinvaliden dient tot stand gebracht te worden, beheerscht zal worden door dezelfde beginselen, *mutatis mutandis*, als de instelling ten bate van de weduwen en weezen in 't leven geroepen.

Doch, om het werk in staat te stellen zijn zending doelmatig te vervullen, was het noodig er rechtspersoonlijkheid aan te verleen. Dat is een der hoofdzaken in het wetsontwerp.

Er kan nochtans geen sprake van zijn, aan het werk eene onbeperkte rechtspersoonlijkheid toe te kennen. Het ontwerp beperkt deze binnen de grenzen van de wettelijke zending der instelling. De bekwaamheid om onroerende goederen te verkrijgen wordt, namelijk, aan het werk slechts toegekend, in zoover het die goederen voor zijne diensten van bestuur, voor het herbergen of de heropleiding van zijne beschermden benuttigt, en niet met het enkel doel er inkomsten uit te trekken.

Anderzijds zullen de aan het werk gedane begiftigingen, schenkingen of erflatingen slechts van kracht zijn in zoover zij overeenkomstig artikel 910 van het Burgerlijk Wetboek bij koninklijk besluit toegelaten worden. Omvatten die begiftigingen onroerende goederen, dan zal het koninklijk besluit bepalen binnen welken termijn zij moeten vervreemd worden.

Het spreekt van zelf dat de Staat jaarlijks het werk toelagen schenken zou binnen de grenzen van de op de Begrooting daartoe uitgetrokken kredieten.

Mijne Heeren, met eenparigheid van stemmen stelt de Commissie u voor, het ontwerp aan te nemen zooals het ons door de Regeering is voorgelegd.

De Verslaggever,

L. PIRARD.

De Voorzitter,

G. HELLEPUTTE.

